

Centre de ressources Politique de la Ville Hauts-de-France



## **PROGRAMME D' ACTIONS POINT D' AVANCEMENT MARS 2017**



## SOMMAIRE

1

 RAPPEL AXES STRATEGIQUES 2017 .....	2
 AVANCEMENT AU 24/03/2017 DES ACTIONS PRIORISEES.....	3
 APPORTER DES REPONSES AUX BESOINS EXPRIMES PAR LES PROFESSIONNELS MEMBRES DE LA GOUVERNANCE .....	8

## RAPPEL AXES STRATEGIQUES 2017

Conformément au projet stratégique délibéré en Assemblée Générale par les membres du GIP, l'IREV déploiera ses activités à partir de 2017 suivant les axes suivants :

- Qualification des territoires de projets concernés par la politique de la ville sur les nouvelles modalités de déploiement de l'action publique en travaillant les interactions approche spécifique – droit commun, relevant d'une démarche de projet intégrée (articulation social – urbain – économique par exemple) ;
- Renforcer les démarches de coopération afin d'apporter des réponses à des enjeux prégnants en Hauts-de-France, en particulier les enjeux d'éducation et de santé ;
- Inscrire la politique de la ville comme un moyen de faire vivre les valeurs et principes républicains sur l'ensemble du territoire, en tenant compte des phénomènes nouveaux et des risques de clivage de la société française.

2

Plusieurs axes stratégiques traverseront l'ensemble des actions portées par le centre de ressources :

- La mobilisation et la participation des citoyens en tant que levier d'action dans une perspective de transformation de l'action publique et d'innovation sociale,
- La mobilisation du droit commun et des acteurs compétents sur chaque sujet,
- Une réflexion continue autour des enjeux d'ingénierie dédiée au contrat de ville (métier de chef de projet, évolution des missions et des organisations).

Concernant l'année 2017, si la période de préfiguration du second semestre 2016 a permis d'initier les réflexions à mener afin d'assurer le positionnement de l'IREV à cette échelle, un plan d'actions complet reste à mettre en œuvre afin d'assurer les conditions de réussite de ce nouveau positionnement.

Il est proposé d'équilibrer le programme d'actions de 2017 en tenant compte de cette nécessaire étape :

- D'une part, en élaborant un plan d'actions visant à consolider les modalités opérationnelles du centre de ressources Hauts-de-France ;
- D'autre part, en apportant des réponses aux besoins exprimés par les professionnels, membres de la gouvernance, en termes de qualification et de capitalisation – diffusion d'expériences.

## AVANCEMENT AU 24/03/2017 DES ACTIONS PRIORISEES

<b>Le centre de ressources comme lieu de vie</b>			
Constats / contexte	Prospective (objectifs)	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en mars 2017
L'emménagement à Lille a permis un recentrage régional par rapport aux institutions (liens Région, Préfecture...) et par rapport aux acteurs locaux dans la dynamique du renouvellement du quartier mais il demeure une marge de progrès sur la communication et les relations publiques.	<p>Développer des relations publiques auprès des médias locaux et spécialisés.</p> <p>Développer un « lobbying » en faveur de la politique de la ville.</p> <p>Poursuivre la promotion de l'IREV au sein des organismes de formation (universités...).</p>	<p>Ex : articles ou interviews dans la presse.</p> <p>Répondre (avec d'autres acteurs) aux appels à contributions liés à l'urbain lors d'événements phares.</p> <p>Prise de contact à initier.</p> <p><i>Intégrer cette mission dans une fiche de poste.</i></p>	<p>Mission intégrée en février 2017 à la fiche de poste chargée de mission communication-animation de réseau</p> <p>Recrutement d'une stagiaire « communication et développement des territoires » pour formalisation d'outils de communication renouvelés (dossier de presse, plaquette..) à compter d'avril 2017 pour une durée de 4 mois</p>
Pas identifié comme lieu ouvert (modalités d'accès...), même si quelques opportunités de valoriser le lieu (formations universitaires, journées du patrimoine, etc.)	<p>Développer le lieu de vie comme espace de travail (salle de réunion)</p> <p>Engager des partenariats avec acteurs de proximité (SPL Euralille, auberge de jeunesse, maison de l'ESS, atelier galerie bleue) permettant un ancrage plus fort sur le quartier</p> <p>Prendre part aux projets d'animation urbaine (Fives Cail, St Sauveur, Porte de Valenciennes)</p>	<p>Développer les prêts / échanges de salle (notamment avec acteurs Picards mais aussi chefs de projet...) dans une logique de co-working</p> <p>Exemples : proposer des visites de quartier avec les partenaires de proximité, héberger des expositions et conférences, etc.</p> <p>Leur proposer une mise à disposition du lieu pour la concertation.</p>	<p>Un séminaire d'équipe « restreint » en janvier 2017, un séminaire « élargi » prévu en juillet 2017</p> <p>Mission intégrée en février 2017 à la fiche de poste chargée de mission communication-animation de réseau et co-pilotée par la chargée de mission info-doc</p> <p>Rencontres partenaires planifiées pour avril 2017 (SPL Euralille et atelier galerie bleue)</p>

<b>L'espace de dialogue</b>			
Constats / contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en mars 2017
Production de ces dernières années : contribution à la concertation nationale sur la réforme, diagnostic des quartiers prioritaires pour le CPER...	Faire du centre de ressources un acteur du dialogue et de la prospective sur la politique de la ville.	Saisir les opportunités contextuelles pour apporter un éclairage fouillé (ex : orientations régionales ou nationales, cadre législatif...)  Création d'une instance de réflexion distanciée (type conseil d'orientation / consultatif)	Première rencontre des membres pressentis du conseil d'orientation le 08 février 2017  Amendements par les membres du conseil d'orientation du texte de cadrage en cours  Accueil à l'IREV d'un séminaire franco-brésilien « Richesses en partage » animé par l'un des membres du conseil d'orientation (mai 2017)  Présentation en Bureau du conseil d'orientation (septembre) par Morgane Petit  Présentation du conseil d'orientation en AG du mois de novembre 2017
Intégration des EPCI dans la gouvernance et donc dans le débat avec les institutions.	Trouver une organisation efficiente de gouvernance permettant l'expression de chacun des élus et représentants (Etat, Région, EPCI) et contribuant davantage à leur dialogue interinstitutionnel (via l'AG).	Modifier la convention constitutive de l'IREV  Profiter des AG pour mettre en débat les productions de type « éclairage ».	Réflexion en cours : cf. débat en fin d'AG

<b>La mise en réseau des professionnels</b>			
Constats/ contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en mars 2017
Plusieurs réseaux de professionnels se réunissant dans l'année lors des rencontres portées par l'IREV. Toutefois, peu de continuité dans les échanges et peu d'autonomie ou de	Au-delà de ces rencontres, réussir à construire un réseau, une communauté d'acteurs, efficient et continu s'appuyant sur de nouveaux supports à créer.	Sur la base d'un diagnostic des attentes des acteurs (ayant déjà bénéficié des actions et nouveaux), construction de supports adaptés à la mise en réseau,	Mission intégrée en février 2017 à la fiche de poste chargée de mission communication-animation de réseau  Enquête questionnaire et entretiens téléphoniques : « attentes des chefs de projet politique de la ville » du 15/03/2017 au 31/03/2017

spontanéité.		animés par l'IREV ou par les communautés d'acteurs	Rencontres du réseau chefs de projets PV le 13/03/2017 à l'IREV ; le 11/05/2017 à Noyon
--------------	--	--	---

### Echange de pratiques, expériences et savoirs

Constats / contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en mars 2017
Le mode d'intervention reste dans une logique plutôt descendante.	Gagner en horizontalité.	Renouveler l'identité (au sens large) du centre de ressources pour accompagner un changement de posture des acteurs.	Séminaire d'équipe janvier 2017 Rencontre réseau CRPV 16 et 17/03/2017 Groupe de travail refonte du site internet pour une mise en ligne à partir de septembre 2017

5

### Organiser différents supports pédagogiques

Constats / contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en mars 2017
Des modalités actions dont le sens est parfois à réinterroger (ex : ateliers en journée régionale à 50).	Concilier les objectifs des actions avec une pédagogie adaptée.	Former l'équipe à des techniques pédagogique, à l'animation de groupes et se doter d'outils / supports / matériel innovants.  Organisation de séminaires d'équipe pour définir ces approches pédagogiques.	Séminaire d'équipe janvier 2017 Rencontre réseau CRPV 16 et 17/03/2017 Plan de formation en interne : identification des besoins et mise en place des formations en 2017

### Adapter la capitalisation

Constats / contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en mars 2017
Une production riche de matière et contenus, mais dont la valorisation est à optimiser.	Réajuster l'existant et proposer de nouveaux formats de capitalisation adaptés aux usages actuels et futurs des acteurs.	Faire le diagnostic. Restaurer ou élaborer les nouveaux outils.	Mission intégrée en février 2017 à la fiche de poste chargée de mission communication-animation de réseau  Recrutement d'une stagiaire « comm° et développement des territoires » pour une étude conseil et

			production de prototypes de capitalisation à compter d'avril 2017 pour une durée de 4 mois
--	--	--	--

## Favoriser l'appropriation des connaissances par la diffusion d'information

Constats / contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en mars 2017
Une diffusion d'informations riche et massive, mais dont on ne mesure pas la portée et l'appropriation.	Une ligne éditoriale globale comme incarnation de l'identité de l'IREV, et qui permet l'harmonisation des productions.	Faire le diagnostic (besoins et envies) et arbitrer une ligne éditoriale à mettre en œuvre.	<p>Séminaire d'équipe janvier 2017</p> <p>Rencontre CRPV 16 et 17/03/2017</p> <p>Groupe de travail interne dédié</p> <p>Groupe de travail refonte du site internet : 1<sup>ère</sup> réunion le 28 février (8 personnes présentes), 2<sup>de</sup> réunion prévue le 27 avril.</p> <p>Cahier des charges pour la refonte du site internet : en cours de validation. Sélection d'un prestataire : au plus tard le 5 mai</p> <p>Validation de la ligne éditoriale : Bureau IREV (juin)</p> <p>Ouverture définitive du site internet : septembre 2017</p>

6

## Valoriser les ressources documentaires (physiques/numériques) et les savoirs

Constats / contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en mars 2017
Le centre de documentation est bien fourni, mais tourne au ralenti du fait des modalités d'accès peu explicites et d'une mise en valeur du fond qui reste à organiser.	Gagner en visibilité et en attractivité.	Réorganiser le centre de documentation dans son fonctionnement et ses usages ( <i>dans une logique de lieu tiers - voir partie sur le lieu de vie</i> ).	<p>Mission intégrée en février 2017 à la fiche de poste chargée de mission communication-animation de réseau en lien avec la chargée de mission info-doc</p> <p>Recrutement d'une stagiaire documentaliste pour réorganisation du centre de documentation : avril à juillet 2017</p>
Une place des ressources numérique peu lisible.	Définir la place des ressources numériques en lien avec le réseau national des centres de ressources.	Etude prospective sur les ressources numériques et leurs usages dans d'autres organismes (learning center, autres centres de ressources...)	La stagiaire documentaliste démarrera cette étude lors de son stage (avril à juillet)

## Production de nouvelles formes de capitalisation issues d'expérimentations et d'études-action

Constats / contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en mars 2017
L'évaluation (enquête...) des supports de capitalisation a montré une inadéquation entre les formats proposés et les attentes des acteurs (fiches d'expériences, actes de journées).	Se donner le temps d'explorer un sujet sur un mode expérimental, qui permettra de trouver de nouvelles formes de capitalisation et de nourrir l'espace de dialogue.	Voir la proposition d'éclairage fouillé dans la partie espace de dialogue.	Rencontre CRPV 16 et 17/03/2017 Opportunité d'une trame commune et mutualisée sur les fiches expérience à l'étude  Séminaire d'équipe janvier 2017 : réflexion sur la valorisation des expérimentations en lien avec la refonte du site internet  Recrutement d'une stagiaire « comm <sup>o</sup> et développement des territoires »

7

## Les moyens

Constats / contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en 2017
Montée en charge de l'activité due à l'extension grande région et à la hausse du nombre de sollicitations.  Augmentation de l'effectif de l'équipe.	Adapter la gestion des Ressources Humaines au nouveau positionnement du centre de ressources : organigramme, fiches de poste, interactions entre les postes, formations, gestion des déplacements, organisation logistique, etc.	Diagnostiquer les besoins et élaborer un rapport de gestion des ressources humaines, matérielles et organisationnelles.	Plan de formation en cours de finalisation  Adaptation des fiches de poste en cours : directeur-adjoint, chargée de capitalisation – communication (cf. supra)

## Les partenariats

Constats / contexte	Prospective / objectifs	Actions à mettre en œuvre	Point d'avancement en 2017
Des partenariats existants à adapter à l'échelle territoriale (CNFPT, ARH...)  Des partenariats et coopérations à susciter (institutions signataires des contrats de ville, outils d'ingénierie, autres réseaux d'acteurs)	Diversifier les coopérations en privilégiant les axes de travail thématiques du programme d'actions	Réaliser un bilan partagé des partenariats en cours Aller à la rencontre de nouveaux réseaux d'acteurs	Mission intégrée en février 2017 à la fiche de poste chargée de mission communication



## APPORTER DES REPONSES AUX BESOINS EXPRIMES PAR LES PROFESSIONNELS MEMBRES DE LA GOUVERNANCE

Note de lecture : les actions impliquant un mode de faire rénové sont surlignées en jaune

Vers de nouvelles modalités de déploiement de l'action publique	Répondre à des enjeux prégnants en Hauts-de-France : éducation et santé	Appréhender des phénomènes nouveaux : radicalisation	Faire vivre les valeurs et principes républicains : égalité, citoyenneté et laïcité
<p><b>Développement économique urbain :</b>  <b>Cycle de qualification :</b> Explorer le potentiel économique des quartiers (2 séances)  <b>Voyage d'étude</b> à Nantes avec les territoires picards (le 6 juin, sous réserve)  <b>Journée régionale</b> sous la forme d'un salon sur le potentiel économique des quartiers (Septembre à Creil, sous réserve)                      Formalisation sur l'ensemble du processus <b>d'outils de communication</b> sur le potentiel économique des quartiers en Hauts-de-France</p>	<p>Education :                      Animation de réseaux suite à la journée régionale d'octobre 2016</p>	<p>Sensibilisation – Formation : avec le collectif « Ensemble on fait quoi ? » (APSN et Laisse Ton empreinte) : déploiement de l'offre de formation sur les territoires</p>	<p>Plan de Formation « Valeurs de la République et Laïcité » (soutien DRJSCS)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déploiement régional</li> <li>- Animation réseau des formateurs</li> <li>- Capitalisation</li> </ul>
<p><b>Renouvellement urbain :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capitalisation du cycle de qualification</li> <li>- Animation de réseaux</li> </ul>	<p>Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Animation de réseau des ASV</li> <li>- Rencontre d'actualité CLSM</li> </ul>	<p>Animation de réseaux</p>	<p>Cycles Egalité – Citoyenneté : 5 cycles inter-acteurs dans le Pas-de-Calais, Aisne, Somme, Oise                      Diversification des canaux de formation : MOOC ?</p>
<p><b>Usages du Numérique et innovation sociale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cycle de qualification</li> <li>- Capitalisation et diffusion d'expériences</li> </ul>			<p>Animation de réseaux Plans territoriaux de Lutte contre les discriminations</p>
<p><b>Participation citoyenne</b>                      La <b>Masterclass citoyenne</b> : Formation des Conseillers citoyens (12 séances jusqu'à juin 2017 pour le 59 en expérimentation, évaluation des résultats et extension sur les HDF si résultats pertinents).  <b>Animation de réseaux</b>  <b>Capitalisation</b></p>			

## Vers de nouvelles modalités de déploiement de l'action publique

### Développement économique urbain :

Depuis 2014, l'IREV accompagne les EPCI et communes sur le lien entre développement économique et la Politique de la Ville, ce qui a donné lieu à la sortie d'un « Repères pour agir » en 2015. Suite à l'extension du périmètre d'intervention de l'IREV à l'ensemble des Hauts-de-France, il a été décidé de mettre en place un accompagnement en 2016 et 2017, pour les territoires de l'ex-Picardie. Cette intervention prend la forme de :

- un cycle de qualification : explorer le potentiel économique des quartiers (2 à 3 séances à Amiens) apportant aux territoires un éclairage sur le développement économique urbain et le potentiel de leur quartier ;
- un voyage d'étude à Nantes avec les territoires mobilisés (le 6 juin, sous réserve) ;
- Une Journée régionale sous la forme d'un salon sur le potentiel économique des quartiers (en septembre 2017 à Creil, *sous réserve*)
- une formalisation sur l'ensemble du processus d'outils de communication sur le potentiel économique des quartiers en Hauts-de France.

[Financement IREV + CDC]

### Renouvellement urbain :

#### Capitalisation du cycle de qualification.

Au 23 mars, le cycle de qualification est terminé, les modules 4 et 5 ayant eu lieu en janvier et mars 2017. La capitalisation du cycle est en cours d'élaboration pour une publication fin avril (contenus finalisés, maquettage en cours). Il s'agit d'un nouveau format expérimenté par l'IREV de type « cahier d'exercices » mêlant apports de cadrage et exercices pour permettre la mise en pratique de ces contenus par les territoires. Le cahier d'exercices s'adresse en premier lieu aux chefs de projet renouvellement urbain, mais peut aussi être très utile aux partenaires du projet urbain, tels que les agents de l'État, les bailleurs sociaux, les différents niveaux de collectivités, et également aux étudiants et aux habitants (conseillers citoyens par exemple) s'intéressant au sujet du renouvellement urbain et au fonctionnement d'un projet urbain.

#### Animation de réseaux

Dans la perspective de pérenniser la dynamique de réseau enclenchée lors du cycle de qualification et de poursuivre les échanges de pratique une fois les protocoles de préfiguration signés, l'IREV souhaite organiser une rencontre de réseau au second semestre 2017. Cette rencontre pourra également être l'occasion de présenter la publication citée ci-dessus.

[Financement IREV]

### Usages du numérique et innovation sociale

#### Cycle de qualification

Après avoir rencontré les partenaires et acteurs ressources du numérique et de l'innovation sociale, il apparaît essentiel de mobiliser un comité de pilotage afin de définir un programme de cycle de qualification partagé et bénéficiant de l'expertise de tous. Ce comité de pilotage sera réuni en avril ou mai pour un début de cycle de qualification au début du second semestre 2017.

Une première ébauche du programme a été élaborée qui pose les enjeux du numérique pour les collectivités et fait prendre conscience d'un changement de « posture » à adopter (première séance) suivi de trois séances de retour à la production (temps de travail en atelier) et à la déclinaison des stratégies numériques sur les quartiers prioritaires. Ces séances 2, 3, 4 aborderaient les enjeux apparus prioritaires lors de la rencontre du 10 mai 2016 : participation citoyenne, développement économique, tiers-lieux.

Ce cycle a vocation à stimuler l'émergence de projets locaux en faveur des quartiers prioritaires répondant aux priorités de l'intervention régionale et au potentiel de mobilisation des crédits européens dans le cadre des ITI notamment.

### Capitalisation et diffusion d'expériences

En lien avec le cycle de qualification évoqué ci-avant, il est prévu de capitaliser les expériences qui seront valorisées au cours des séances (fiches d'expériences).

*[Financement IREV]*

### **Participation citoyenne**

#### La Master class citoyenne

La masterclass citoyenne propose, sur 12 séances d'accueillir les Conseillers citoyens sur les politiques publiques, dans une approche pédagogique proche du concept des masterclass : un professionnel d'une politique publique vient raconter son quotidien et les citoyens lui posent des questions pour approfondir la discussion. L'IREV fournit alors des clés de compréhension pour cerner les enjeux rapportés à la Politique de la Ville.

12 séances sont prévues jusqu'en juin 2017 pour le département du Nord sur un modèle d'expérimentation et l'évaluation des résultats permettra de décider de son extension sur les Hauts-de-France. *[financement Préfecture Nord 2016 reporté 2017]*

#### Animation de réseaux :

2 rencontres à prévoir avec les professionnels en accompagnement des conseils citoyens visant la transformation des pratiques professionnelles et des modalités de gouvernance de la politique de la ville.

#### Capitalisation

Méthodologie de la masterclass en vue de la dissémination ;  
Supports pédagogiques sur les politiques publiques le cas échéant, alimentant la boîte à outils des conseils citoyens.

### **Soutien aux volets européens des contrats de ville (en réflexion)**

Articuler l'offre d'animation nationale (Réseau Europe Urbain) proposée par le CGET et l'animation de réseaux en région afin de favoriser l'élaboration et la consolidation de stratégies territoriales intégrées et l'émergence de projets locaux soutenus par les FESI.

Calendrier : second semestre 2017

*[financement IREV]*

### **Animation partenariale du site Diagnostic de territoire**

Suite à un travail de capitalisation sur la thématique des diagnostics territoriaux, l'APSN, l'UDCCAS, la fédération des Centres sociaux, l'IRTS et l'IREV ont mis en place un site méthodologique [diagnostic-territoire.org](http://diagnostic-territoire.org) permettant aux acteurs des territoires de télécharger des ressources pour l'élaboration de diagnostic de territoire partagés.

L'animation du site passe par la mise en pratique d'outils sur le terrain sur un mode inter acteur afin de tester les fiches méthodologiques. Une première rencontre dans ce cadre est prévue le 29 mars 2017.

## **Renforcer l'accessibilité des services publics dans les quartiers prioritaires**

Dans le cadre du travail d'élaboration du Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services publics (SDAASP) du Nord, le Département du Nord et l'Etat ont souhaité renforcer les réponses aux problématiques spécifiques des quartiers prioritaires. A cette fin a été organisée le 8 mars une rencontre départementale associant équipes politique de la ville (communes et EPCI), services du département et services de l'Etat (délégués du Préfet en particulier), en partenariat avec le CNFPT.

*[Financement Département du Nord]*

## **Répondre à des enjeux prégnants en Hauts-de-France : éducation et santé**

### **Éducation :**

#### Animation de réseaux :

Suite à la journée régionale d'octobre 2016, deux rencontres de réseaux au second semestre 2017 pour mesurer le chemin parcouru sur les coopérations locales volet éducatif du contrat de ville (et réussite éducative) et éducation prioritaire.

### **Santé**

#### Animation de réseau des ASV

Deux rencontres de réseau des Ateliers Santé Ville sont prévues par an.

La rencontre du premier semestre pourrait porter sur l'évaluation de leur ingénierie afin de la valoriser auprès des institutions et chefs de projet politique de la ville ... Livrables : une grille d'indicateurs d'impacts et un « manifeste » que l'IREV pourra relayer (niveaux régional et national).

#### Rencontres d'actualité CLSM

En partenariat avec le Centre Collaborateur de l'OMS et la Plateforme Nationale ressources des Ateliers Santé Ville, et conformément à la circulaire du 30 septembre 2016 relative à la consolidation et à la généralisation des Conseils Locaux de Santé Mentale dans le cadre des contrats de ville, il est prévu d'organiser deux rencontres :

- l'une sur le « versant nord » de la région Hauts-de-France (Nord, Pas-de-Calais), qui devrait avoir lieu au mois de juin ;
- l'autre sur le « versant sud » de la région (Somme, Oise, Aisne), prévue au second semestre.

L'organisation de ces deux demi-journées a déjà fait l'objet de deux réunions de travail, associant notamment des représentants de l'Agence Régionale de Santé et de l'Etat.

*[Financement IREV]*

## **Appréhender des phénomènes nouveaux : radicalisation**

### **Sensibilisation – Formation avec le collectif « Ensemble on fait quoi ? » (APSN et Laisse Ton empreinte)**

Le travail initié en 2015 par le collectif « Ensemble on fait quoi ? » (APSN, Laisse Ton Empreinte, IREV ...) a abouti à la création d'un module de formation intitulé « *Radicalisation, Laïcité, Malaise identitaire des jeunes : Comprendre, Questionner, Prévenir* ». La formation se compose de trois journées consécutives dites « socles » et deux journées dites « rebonds », et se donne pour objectif de favoriser la compréhension de la laïcité et de son champ d'application, de distinguer les pratiques religieuses des processus de radicalisation, mais également de questionner les pratiques professionnelles face à ces problématiques et d'outiller les différents acteurs pour l'analyse des situations. L'IREV prend part à ces démarches en assurant une journée « socle » et une journée « rebond ».

A ce jour, l'IREV a animé huit journées « socle » et une journée « rebond ».  
Treize journées socles et vingt journées rebonds programmées à ce jour, pour les mois à venir dans les territoires de la MEL, CAVM, AMVS, CCCO.  
[Financement : prestation]

## **Animation de réseau**

Les dynamiques d'échanges se poursuivent au sein du collectif « Ensemble on fait quoi ? » et permettent de réfléchir aux réponses à apporter aux problématiques de laïcité, de gestion du fait religieux, et de prévention de la radicalisation.

12

## **Faire vivre les valeurs et principes républicains : égalité, citoyenneté et laïcité**

### **Plan de Formation « Valeurs de la République et Laïcité » (soutien à la DRJSCS)**

#### Déploiement régional

En réponse aux attentats dont la France a été victime, le gouvernement a décidé de mettre en place un vaste plan de formation national aux « Valeurs de la République et Laïcité », visant à répondre aux besoins de qualification et accompagnement des acteurs de terrain. L'objectif : véhiculer un discours clair et univoque sur l'application au quotidien des Valeurs de la République, et en particulier du principe de laïcité. Ce dispositif repose sur un Kit pédagogique de formation unique et sur la formation de formateurs. Le déploiement de ce plan est porté par le niveau régional de l'État via la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Hauts-de-France. La DRJSCS a demandé à l'IREV d'assurer la coordination technique et la programmation des formations au niveau régional. [financement : « Valeurs de la République et Laïcité 2016 reportés à 2017 ]

#### Animation du réseau des formateurs

Une nouvelle session de formation de formateurs a été organisée en février 2017. L'augmentation du nombre de formateurs habilités va permettre de développer l'offre de formations à destination des structures qui nous font remonter de manière régulière des besoins en formation. Une réflexion est actuellement portée sur le meilleur moyen de mettre en réseau les formateurs de niveau 1 et de niveau 2, permettant ainsi le dialogue et le partage d'expériences.

#### Point d'étape

L'objectif de personnes formées sur la région s'élève à 2000. Au 23 mars 2017, 730 personnes ont été formées aux Valeurs de la République et à la Laïcité, dont 417 sur la période 01/01/2017 – 23/01/2017. A ce jour, les 57 nouvelles sessions programmées permettent d'estimer le nombre de personnes formées à la fin de l'année à 1586 personnes. De nombreuses sessions doivent donc encore être programmées au second semestre pour atteindre l'objectif fixé.

## **Cycles Egalité – Citoyenneté**

Conçu en 2015 dans le cadre des mesures des Comités Interministériels à l'Egalité et la Citoyenneté, le cycle Égalité-Citoyenneté mis en place par l'IREV a permis de reposer le cadre juridique des valeurs et principes de la République, de bousculer les idées reçues et de réinterroger les pratiques professionnelles de chacun, avec l'objectif de mettre en pratique ces valeurs au quotidien. Les professionnels ont également l'occasion de mettre directement en pratique les apports du cycle dans le cadre d'ateliers, en travaillant collectivement à la mise en place de plans d'actions territorialisés, répondant aux objectifs de la loi ville et cohésion urbaine de 2014.

Après les quatre sessions de 2016, une nouvelle session a été organisée à sa demande pour l'agglomération du Douaisis en janvier - février 2017 avec pour objectif d'initier une démarche collective permettant l'élaboration du plan de lutte contre les discriminations.

De nouvelles sessions sont envisagées dans l'Aisne, l'Oise, la Somme et le Pas-de-Calais, en particulier est en préparation la mise en place d'un cycle pour les territoires de Boulogne/Calais/Saint Omer (calendrier prévisionnel : mai - juin). [financement : « Valeurs de la République et Laïcité 2016 reportés à 2017 »]

## **Animation de réseaux Plans Territoriaux de Lutte contre les Discriminations**

Afin de soutenir la mise en place des Plans Territoriaux de Lutte contre les Discriminations, l'IREV proposera deux rencontres des chefs de projet autour de la mise en place des Plans Territoriaux de Lutte contre les Discriminations.

[Financement IREV]

## **Bilan prospectif de la lutte contre les discriminations en région**

En coopération avec le COPAS et la DRJSCS, trois rencontres territoriales seront organisées pour mettre en débat le bilan prospectif réalisé par le cabinet COPAS. Territoires pressentis : Douaisis, Lens, Creil. Calendrier : premier semestre.

[Financement IREV]

## **Approche transversale : quelle ingénierie pour les territoires en difficultés (en réflexion)**

Groupe de travail : l'ingénierie avec les équipes politiques de la ville, visant à la réappropriation des outils sur l'évaluation du contrat de ville pour approfondir la question de l'ingénierie. Livrables : grille d'indicateurs d'impact de l'ingénierie et dossier ressources sur l'ingénierie complété avec paroles d'acteurs

[Financement IREV]

## **Journées régionales**

### **« 40 ans de Politique de la ville », le 1<sup>er</sup> février à Mons-en-Baroeul, organisée par la Préfecture du Nord en partenariat avec l'IREV**

Quarante ans après la mise en place des premières mesures HVS, et trois ans après la promulgation de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, il semblait important de pouvoir mettre en lumière l'action menée par les pouvoirs publics en faveur du développement des quartiers en difficultés à partir de l'exemple du département du Nord. Cette journée était l'occasion d'interroger le regard porté sur la politique de la ville et de revenir sur les enjeux forts de la réforme de 2014 à la lumière de 40 ans d'enseignements. La matinée a été ainsi consacrée aux débats entre chercheurs et praticiens autour du thème "Réflexions sur 40 ans de politique de la ville dans le Nord : quelles réussites ?". Il s'agissait également de donner la parole aux premiers intéressés par la politique de la ville : les habitant-es des quartiers prioritaires avec une après-midi consacrée à "40 ans de politique de la ville dans le Nord : ce sont les habitants qui en parlent le mieux". Des ateliers réunissant les professionnels de la politique de la ville présents ont également été l'occasion de partager les acquis et réflexions sur les métiers de la politique de la ville.

Participants : Elus, professionnels et conseillers citoyens.

### **Politique de la ville et politique de peuplement : la question de la mixité sociale, le 22 mars à Lille avec l'IHEDATE et le soutien du CGET**

Mixité sociale et politiques de peuplement sont des questions situées au carrefour des politiques d'aménagement et des politiques de la ville. Les objectifs de mixité sociale dans l'habitat, renforcés par le récent arsenal législatif (lois ALUR, Ville et Cohésion urbaine, Egalité - Citoyenneté) interrogent fortement les stratégies locales d'aménagement et d'urbanisme dans leur mise en œuvre, en reliant mixité sociale dans l'habitat et politiques volontaires de répartition plus équitable du logement social, notamment à des échelles plus larges que celles des quartiers.

La mixité sociale et les politiques de peuplement posent donc la question de la capacité des territoires à proposer des offres de trajectoire résidentielle, et donc à penser l'aménagement des territoires autrement que dans une logique de zonage spécialisé fonctionnellement et socialement. Cela suppose aussi que les différents opérateurs de l'aménagement (maîtres d'ouvrage, promoteurs, investisseurs, bailleurs, mais aussi opérateurs de transport, de services collectifs, etc.) s'accordent sur des principes d'équité territoriale qui facilitent les parcours des individus et des ménages.

Cette journée associait des intervenants académiques (Philippe Estèbe, Marco Oberti, Observatoire sociologique du changement – Sciences Po et Cécile Vignal, Clersé, Lille 1), des acteurs des politiques de peuplement et d'aménagement, privés et publics. La MEL et l'Amvs ont fait part de leurs démarches locales en matière d'élaboration de stratégies locales de peuplement.

#### **A venir :**

« Le potentiel économique des quartiers » (cf. supra)

#### **En réflexion :**

Une journée sur le renouvellement urbain (apport réflexif, état d'avancement des projets locaux, diffusion de la publication IREV).

### **Participation aux réseaux nationaux**

#### **Le Réseau des CRPV**

- Officialisation du cadre de référence national le 16 mars en présence d'Hélène Geoffroy, secrétaire d'État chargée de la Ville.

Sept Associations nationales d'élus (Régions de France, ADF, AdCF, AMF, France urbaine, Ville & Banlieue et Villes de France) étaient présentes à cet évènement, qui réunissait les présidents et les équipes des centres de ressources, le CGET, l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU) et les services régionaux de l'État.

- Regroupement des équipes des CRPV, les 16 et 17 mars 2017 (85 personnes présentes) pour échanger sur les pratiques professionnelles et stimuler les coopérations et l'exploration de nouveaux modes de faire. L'IREV était impliqué dans le comité d'organisation réunissant six directeurs.

- Site internet « portail » des CRPV

L'IREV est impliqué dans le suivi technique et éditorial de ce site internet qui a vocation à rendre plus lisible et visible les centres de ressources Politique de la Ville, et à rendre compte des dynamiques de coopération existantes et à venir. Echéance de mise en ligne : mai.



## Le Réseau RECI

Outre la capitalisation et diffusion de connaissances existantes par le biais de ses supports de communication et de gestion de la documentation (panorama de presse, base de données documentaire, portail européen sur l'intégration), le Réseau RECI a prévu de capitaliser les connaissances et expériences locales sur 3 sujets en 2017 :

- Prévention des discriminations dans l'emploi : quinze ans après, quel chemin parcouru ;
- Intervention sociale à destination des publics immigrés : quel renouveau des pratiques professionnelles,
- Logement et mixité sociale.

Ces trois chantiers donneront lieu à la production de bibliographies et de notes, accessibles via le site internet du réseau RECI.

L'IREV est impliqué dans le Réseau RECI depuis 2005, Morgane PETIT est déléguée du réseau RECI depuis janvier 2016. Les travaux du réseau sont soutenus par le CGET, le ministère de l'Intérieur et la Commission européenne.

## Gestion interne

Outre la formalisation de la nouvelle organisation interne (adaptation des fiches de poste, plan de formation etc.), la gestion administrative et financière devra également être adaptée, principalement sur :

- Base de données acteurs (attachée au site internet pour le moment),
- Indicateurs de suivi de l'activité des CRPV annexés au cadre de référence national,
- Comptabilité analytique,
- Multiplication des dossiers de demande de financement et des écritures comptables, liée à l'augmentation de l'activité, la diversification des sources de financement, et la mise en œuvre du plan de formation « Valeurs de la République et Laïcité ».